

Ministère de l'environnement, de
l'énergie et de la mer, en charge des
relations internationales sur le climat

NOR : [...]

chargée d'assurer pour le compte des établissements publics des parcs nationaux les services communs suivants :

I.- Développement des connaissances :

A.- Stratégie scientifique :

- 1° Elaboration et mise en œuvre de la stratégie scientifique inter-parcs ;
- 2° Appui à l'élaboration et coordination de la mise en œuvre des stratégies scientifiques de chaque parc ;

B.- Compétences et expertise :

- 1° Recensement, mobilisation et valorisation des compétences naturalistes, scientifiques et techniques présentes dans les parcs, notamment celles des spécialistes, experts et experts internationaux reconnus par les comités de domaine des ministères en charge de l'environnement et de l'agriculture ;
- 2° Recensement et valorisation des sites géographiques de référence pour la recherche scientifique dans les parcs nationaux ;

C.- Protocole d'acquisition et données scientifiques :

- 1° Dans le cadre des schémas nationaux de données définis à l'article 22 du décret n°XXX relatif à l'Agence française pour la biodiversité, validation scientifique et méthodologique des protocoles communs d'acquisition de données et de développement des connaissances, ainsi que la conception et la mise en œuvre d'un schéma directeur de structuration des données scientifiques des parcs nationaux ;
- 2° Développement et maintenance des outils communs de collecte, de bancarisation et de diffusion d'études de toutes natures et de données scientifiques et géographiques.

II.- Appui technique et communication :

A.- Mise en œuvre des chartes, suivi et études transversales :

- 1° Développement d'un système d'information relatif au suivi de la mise en œuvre des chartes des parcs nationaux ;
- 2° Conduite d'études transversales intéressant les parcs nationaux ;
- 3° Collecte, fiabilisation, actualisation et transmission des données relatives au suivi et à l'évaluation de leur action territoriale ;
- 4° Appui en matière d'ingénierie financière pour la conduite des projets ;

B.- Marque collective des parcs nationaux : conduite de la montée en puissance et des évolutions du dispositif de gestion, communication, mise en œuvre et défense de la marque collective des parcs nationaux ;

C.- Communication :

- 1° Gestion et valorisation d'une base commune de données numérisées image, audio et vidéo ;
- 2° Développement, hébergement et maintenance mutualisés du site internet inter-parcs et des sites internet propres à chaque parc national ;

3° Elaboration et exploitation d'une veille médias ;

D.- Mécénat :

1° Gestion des mécénats inter parcs nationaux ;

2° Appui à la gestion des mécénats propres à chaque parc national ;

E.- Formation : accueil gratuit des stagiaires issus des équipes des parcs nationaux dans les formations organisées par l'Agence ;

F.- Police :

- Appui à l'élaboration et coordination de la mise en œuvre des stratégies de police de chaque parc ;
- Assistance juridique en matière de police judiciaire et administrative ;
- Mise à disposition d'outils techniques pour la mise en œuvre des missions de police, en associant les parcs nationaux à l'élaboration de ces outils.

G.- Représentation : représentation collective des parcs nationaux, au plan national et international

III.- Appui administratif :

A.- Centralisation de données communes : collecte, fiabilisation, actualisation des données relatives à la gestion administrative des parcs nationaux sur demande de la tutelle ;

B.- Ressources humaines :

1° Rédaction des contrats de travail types ;

2° Suivi et mise à jour de la situation administrative des agents, en lien avec les autorités gestionnaires sur le plan statutaire ;

3° Elaboration des bulletins de paie et des documents nécessaires à la liquidation de la paie, déclaration des charges sociales et élaboration des documents nécessaires à leur liquidation ;

4° Information administrative et juridique des agents et des employeurs sur toute question relative à la gestion des ressources humaines ;

5° Gestion des comptes individuels de retraite, des dossiers retraite et des allocations de retour à l'emploi ;

6° Hébergement, paramétrage, administration et maintenance des systèmes d'information relatifs à la gestion des ressources humaines ;

C.- Finances et comptabilité :

1° Hébergement, paramétrage et maintenance du progiciel de gestion comptable et financière commun aux Parcs nationaux ; assistance de premier niveau aux utilisateurs de ce logiciel ;

2° Mise en place et gestion du groupement comptable mentionné à l'article L. 331-42-1 du code de l'environnement, comprenant un service facturier commun aux parcs nationaux ;

3° Liquidation de la paie et des charges sociales des parcs nationaux ;

D.- Marchés publics, procédure d'achat, appui juridique :

1° Appui à l'élaboration des pièces administratives des dossiers de consultation des marchés publics passés par les parcs nationaux ;

2° Mise en place de procédures d'achats communes ;

3° Assistance juridique en matière de contentieux pénal et administratif pour les affaires relevant des services fournis par l'Agence française pour la biodiversité ;

E.- Système d'information : gestion d'un réseau informatique commun ainsi que des procédures et outils visant à en assurer la sécurité.

Article 2

Les établissements publics de parcs nationaux mettent à disposition de l'Agence leur expertise scientifique et technique.

Ils contribuent, en matière de police, à la stratégie de l'Agence mise en œuvre à l'échelle nationale.

Article 3

Les conditions de réalisation et le calendrier de la mise en commun de services et notamment des moyens afférents sont précisés par une convention multipartite conclue entre l'Agence et les établissements publics de parcs nationaux. Pour chaque établissement public de parc national, la première convention est conclue au plus tard au 31 décembre 2017.

Article 4

La ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer, chargée des relations internationales sur le climat et la secrétaire d'Etat chargée de la biodiversité sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait le .

Par le Premier ministre :

La ministre de l'environnement, de
l'énergie et de la mer,

Ségolène ROYAL

La secrétaire d'Etat chargée de la
biodiversité,

Barbara POMPILI